

Racisme d'Etat et libertés syndicales : Derrière l'écran de fumée... de réelles attaques !

22 novembre 2017

Racisme d'Etat et libertés syndicales : Derrière l'écran de fumée... de réelles attaques !

Le Ministre de l'Education, JM Blanquer, s'en prend violemment depuis plusieurs jours au syndicat SUD Education 93, membre de la fédération SUD Education et de l'union départementale Solidaires 93. Tout est parti d'une dénonciation de racisme supposé d'un stage syndical (parce qu'il prévoit des ateliers réservés aux personnes victimes du racisme), dénonciation relayée très largement par l'extrême-droite puis par JM. Blanquer lundi. Le ministre s'est rendu compte de son erreur grossière et, de fait, a changé rapidement son discours plus tard dans la journée à l'Assemblée nationale : c'est désormais l'utilisation de la notion de « racisme d'Etat », abordée dans le stage, qu'il juge « diffamatoire » et au sujet de laquelle il a annoncé vouloir déposer une plainte pour ce motif.

Mettons les choses au point, pour l'Union syndicale Solidaires :

- L'accusation de racisme à l'encontre de SUD Education 93 est ridicule et volontairement malveillante au vu des valeurs, des positions et combats portés par ce syndicat et ses militant-es : Solidaires lutte pour l'égalité entre tous et toutes, quelles que soient leurs origines, et combat le racisme et le fascisme, et SUD Education 93 ne déroge pas à ces principes. Il ne s'agit pas de partager tous les détails du contenu du stage mis en cause, mais on ne peut inverser ni la réalité ni l'engagement des personnels de l'Education nationale membres de Sud éducation 93 pour leurs élèves et les populations de Seine-Saint-Denis.

- L'Union syndicale Solidaires et certaines des structures qui la composent mettent en œuvre depuis des années en lien avec leur engagement dans le mouvement féministe des réunions séparées de femmes et elle ne partage pas l'idée qu'une telle pratique appliquée à des personnes victimes du racisme constituerait un scandale.

- Il s'agit d'un stage syndical : c'est aux syndicats de construire leurs formations en toute liberté. Il n'est pas question que l'extrême-droite ou des ministères s'immiscent dans les contenus des formations syndicales.

- Le racisme existe dans nos sociétés. Et le "racisme d'Etat" aussi. Ce n'est pas un slogan, c'est un concept utilisé et pensé par des chercheuses et chercheurs mais aussi par des dizaines de structures associatives, syndicales ou politiques. Une rapide interrogation sur un moteur de recherche sur internet permettra à JM Blanquer de s'en rendre compte. Des statistiques, études et recherches effectuées à la demande des ministères eux mêmes font état de situations de discrimination liées à l'origine réelle ou supposée, aux zones, quartiers, dans la société, dans l'emploi public, dans l'école... Nous refusons de mettre sous le tapis une situation qui concerne des millions de personnes dont une partie d'entre nous, au quotidien. Nous refusons de nous faire dicter ou imposer les termes du débat par celles et ceux qui participent à construire et entretenir les problèmes.

- Nous sommes face à une volonté de manipuler politiquement et médiatiquement un stage de quelques dizaines de personnes. Pendant ce temps, on ne parle pas des conséquences sociales des mesures prises par ce gouvernement, qui touchent fortement des départements comme la Seine-Saint-Denis et le quotidien de la population qui y vit. Derrière le rideau de fumée, on trouve des attaques contre les droits sociaux, la suppression des contrats aidés, la destruction des services publics, en particulier de l'Education, bref la destruction du tissu social qui alimente les haines et la xénophobie... Ce contre-feu gouvernemental cache mal la volonté de nier la situation de racisme vécue en particulier en Seine-Saint-Denis et ses aspects structurels.

L'Union syndicale Solidaires apporte son soutien au syndicat SUD Education 93, à ses adhérent-es qui font face à un déchaînement d'une rare violence et aux menaces de la part de l'extrême-droite. Nous ne doutons pas que ce gouvernement cherche aussi à limiter les libertés syndicales et d'expression, en particulier chez les fonctionnaires qui militent pour transformer la société.

L'Union syndicale Solidaires continuera son combat pour les libertés individuelles et collectives, pour l'égalité de tou-tes, contre toutes les discriminations.

Le Ministre de l'Education, JM Blanquer, s'en prend violemment depuis plusieurs jours au syndicat SUD Education 93, membre de la fédération SUD Education et de l'union départementale Solidaires 93.

Tout est parti d'une dénonciation de racisme supposé d'un stage syndical (parce qu'il prévoit des ateliers réservés aux personnes victimes du racisme), dénonciation relayée très largement par l'extrême-droite puis par JM. Blanquer lundi. Le ministre s'est rendu compte de son erreur grossière et, de fait, a changé rapidement son discours plus tard dans la journée à l'Assemblée nationale : c'est désormais l'utilisation de la notion de « racisme d'Etat », abordée dans le stage, qu'il juge « diffamatoire » et au sujet de laquelle il a annoncé vouloir déposer une plainte pour ce motif.

Mettons les choses au point, pour l'Union syndicale Solidaires :

- **L'accusation de racisme à l'encontre de SUD Education 93 est ridicule et volontairement malveillante** au vu des valeurs, des positions et combats portés par ce syndicat et ses militant-es : Solidaires lutte pour l'égalité entre tous et toutes, quelles que soient leurs origines, et combat le racisme et le fascisme, et SUD Education 93 ne déroge pas à ces principes. Il ne s'agit pas de partager tous les détails du contenu du stage mis en cause, mais on ne peut inverser ni la réalité ni l'engagement des personnels de l'Education nationale membres de Sud éducation 93 pour leurs élèves et les populations de Seine-Saint-Denis.
- **L'Union syndicale Solidaires** et certaines des structures qui la composent mettent en œuvre depuis des années en lien avec leur engagement dans le mouvement féministe des réunions séparées de femmes et elle **ne partage pas l'idée qu'une telle pratique appliquée à des personnes victimes du racisme constituerait un scandale.**
- **Il s'agit d'un stage syndical : c'est aux syndicats de construire leurs formations en toute liberté.** Il n'est pas question que l'extrême-droite ou des ministères s'immiscent dans les contenus des formations syndicales.
- **Le racisme existe dans nos sociétés. Et le "racisme d'Etat" aussi.** Ce n'est pas un slogan, c'est un concept utilisé et pensé par des chercheuses et chercheurs mais aussi par des dizaines de structures associatives, syndicales ou politiques. Une rapide interrogation sur un moteur de recherche sur internet permettra à JM Blanquer de s'en rendre compte. Des statistiques, études et recherches effectuées à la demande des ministères eux mêmes font état de situations de discrimination liées à l'origine réelle ou supposée, aux noms, quartiers, dans la société, dans l'emploi public, dans l'école... Nous refusons de mettre sous le tapis une situation qui concerne des millions de personnes dont une partie d'entre nous, au quotidien. Nous refusons de nous faire dicter ou imposer les termes du débat par celles et ceux qui participent à construire et entretenir les problèmes.
- **Nous sommes face à une volonté de manipuler politiquement et médiatiquement** un stage de quelques dizaines de personnes. Pendant ce temps, on ne parle pas des conséquences sociales des mesures prises par ce gouvernement, qui touchent fortement des départements comme la Seine-Saint-Denis et le quotidien de la population qui y vit. Derrière le rideau de fumée, on trouve des attaques contre les droits sociaux, la suppression des contrats aidés, la destruction des services publics, en particulier de l'Education, bref la destruction du tissu social qui alimente les haines et la xénophobie... Ce contre-feu gouvernemental cache mal la volonté de nier la situation de racisme vécue en particulier en Seine-Saint-Denis et ses aspects structurels.

L'Union syndicale Solidaires apporte son soutien au syndicat SUD Education 93, à ses adhérent-es qui font face à un déchaînement d'une rare violence et aux menaces de la part l'extrême-droite. Nous ne doutons pas que ce gouvernement cherche aussi à limiter les libertés syndicales et d'expression, en particulier chez les fonctionnaires qui militent pour transformer la société.

L'Union syndicale Solidaires continuera son combat pour les libertés individuelles et collectives, pour l'égalité de tou-tes, contre toutes les discriminations.

Racisme d'Etat et libertés syndicales : Derrière l'écran de fumée... de réelles attaques !

Le Ministre de l'Education, JM Blanquer, s'en prend violemment depuis plusieurs jours au syndicat SUD Education 93, membre de la fédération SUD Education et de l'union départementale Solidaires 93.

Tout est parti d'une dénonciation de racisme supposé d'un stage syndical (parce qu'il prévoit des ateliers réservés aux personnes victimes du racisme), dénonciation relayée très largement par l'extrême-droite puis par JM. Blanquer lundi. Le ministre s'est rendu compte de son erreur grossière et, de fait, a changé rapidement son discours plus tard dans la journée à l'Assemblée nationale : c'est désormais l'utilisation de la notion de « racisme d'Etat », abordée dans le stage, qu'il juge « diffamatoire » et au sujet de laquelle il a annoncé vouloir déposer une plainte pour ce motif.

Mettons les choses au point, pour l'Union syndicale Solidaires :

- L'accusation de racisme à l'encontre de SUD Education 93 est ridicule et volontairement malveillante au vu des valeurs, des positions et combats portés par ce syndicat et ses militant-es : Solidaires lutte pour l'égalité entre tous et toutes, quelles que soient leurs origines, et combat le racisme et le fascisme, et SUD Education 93 ne déroge pas à ces principes. Il ne s'agit pas de partager tous les détails du contenu du stage mis en cause, mais on ne peut inverser ni la réalité ni l'engagement des personnels de l'Education nationale membres de Sud éducation 93 pour leurs élèves et les populations de Seine-Saint-Denis.

- L'Union syndicale Solidaires et certaines des structures qui la composent mettent en œuvre depuis des années en lien avec leur engagement dans le mouvement féministe des réunions séparées de femmes et elle ne partage pas l'idée qu'une telle pratique appliquée à des personnes victimes du racisme constituerait un scandale.

- Il s'agit d'un stage syndical : c'est aux syndicats de construire leurs formations en toute liberté. Il n'est pas question que l'extrême-droite ou des ministères s'immiscent dans les contenus des formations syndicales.

- Le racisme existe dans nos sociétés. Et le "racisme d'Etat" aussi. Ce n'est pas un slogan, c'est un concept utilisé et pensé par des chercheuses et chercheurs mais aussi par des dizaines de structures associatives, syndicales ou politiques. Une rapide interrogation sur un moteur de recherche sur internet permettra à JM Blanquer de s'en rendre compte. Des statistiques, études et recherches effectuées à la demande des ministères eux mêmes font état de situations de discrimination liées à l'origine réelle ou supposée, aux noms, quartiers, dans la société, dans l'emploi public, dans l'école... Nous refusons de mettre sous le tapis une situation qui concerne des millions de personnes dont une partie d'entre nous, au quotidien. Nous refusons de nous faire dicter ou imposer les termes du débat par celles et ceux qui participent à construire et entretenir les problèmes.

- Nous sommes face à une volonté de manipuler politiquement et médiatiquement un stage de quelques dizaines de personnes. Pendant ce temps, on ne parle pas des conséquences sociales des mesures prises par ce gouvernement, qui touchent fortement des départements comme la Seine-Saint-Denis et le quotidien de la population qui y vit. Derrière le rideau de fumée, on trouve des attaques contre les droits sociaux, la suppression des contrats aidés, la destruction des services publics, en particulier de l'Education, bref la destruction du tissu social qui alimente les haines et la xénophobie... Ce contre-feu gouvernemental cache mal la volonté de nier la situation de racisme vécue en particulier en Seine-Saint-Denis et ses aspects structurels.

L'Union syndicale Solidaires apporte son soutien au syndicat SUD Education 93, à ses adhérent-es qui font face à un déchaînement d'une rare violence et aux menaces de la part de l'extrême-droite. Nous ne doutons pas que ce gouvernement cherche aussi à limiter les libertés syndicales et d'expression, en particulier chez les fonctionnaires qui militent pour transformer la société.

L'Union syndicale Solidaires continuera son combat pour les libertés individuelles et collectives, pour l'égalité de tou-tes, contre toutes les discriminations.

Voir également :

- La rubrique spécifique sur le site de SUD Education 93
- Le communiqué de la fédération SUD Education
- Le communiqué de Solidaires Fonction publique
- La tribune de soutien signée par près de 300 personnes, dont de très nombreux-euses universitaires
- Le dossier de synthèse sur le site pédagogique et militant "Question de classe"

• Emplacement : PRESSE > Communiqués >

• Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/Racisme-d-Etat-et-libertes-syndicales-Derriere-l-ecran-de-fumee-de-reelles>